

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1913.

Proposition de loi sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

En déposant, le 19 juillet 1911, une proposition de loi relative au crédit professionnel, devenue caduque par la dissolution, je disais qu'il était à mon sens peu de problèmes plus urgents que ceux qui intéressent la petite bourgeoisie commerçante et industrielle.

Dans ce dernier quart de siècle, les grandes entreprises capitalistes d'une part, le développement de l'association et de la coopération d'autre part, ont rendu plus difficile la condition économique du petit commerce et de la petite industrie dans notre pays, mais rien n'a été fait pour les assister utilement, ni au point de vue de la formation professionnelle, ni au point de vue législatif ou économique.

Parmi les questions qui se rattachent à cet objet, il faut mettre au tout premier rang tout ce qui est relatif au crédit. A cet égard, on s'est préoccupé de créer des institutions de banque spécialement outillées pour faire des avances de fonds aux petits négociants et aux petits industriels. Diverses propositions ont été faites dans ce but. Sans méconnaître leur utilité, il nous a paru qu'il est un objet non moins urgent : c'est d'améliorer, de réformer et, en partie même, de constituer les bases de crédit que la petite industrie et le petit commerce sont à même d'offrir aux institutions que l'on entend créer ou développer en leur faveur.

Le crédit commercial consiste essentiellement pour le banquier à avancer à l'industriel ou au négociant les capitaux nécessaires pour des opérations en cours dont le règlement est différé soit à raison du temps nécessaire pour l'exécution des marchés, soit à raison du terme accordé pour le paiement du prix; les lettres de change d'une part, l'ouverture de crédit d'autre part, sont les formes usuelles de ce crédit. Dans l'un des cas, le banquier remet immédiatement à l'industriel ou au commerçant ce que l'acheteur ou le débiteur de ceux-ci ne payera qu'à terme; dans l'autre cas, il fait des avances soit à raison de contrats déterminés et en cours d'exécution (pro-

messe de payer contre livraison ou contre documents) soit à raison de la confiance que lui inspire l'ensemble des opérations d'une maison et les garanties et avantages qu'il trouve dans le nombre, le renouvellement constant et la régularité des affaires dont le service lui est confié.

Or, ce qui manque précisément à la petite bourgeoisie, ce sont ces bases de crédit. Tant qu'on ne parviendra pas à combler cette lacune en créant de nouvelles institutions juridiques adaptées aux besoins actuels, il sera d'utilité secondaire de fournir à la bourgeoisie industrielle et commerçante l'occasion d'un crédit qu'elle n'aura pas le moyen d'utiliser ou qu'elle ne pourra utiliser qu'à des conditions onéreuses.

Le petit commerçant et le petit industriel n'ont pas de traites à remettre à leur banquier : leurs clients ne paient pas leurs factures sous la forme de lettres de change. Ils n'ont pas non plus de contrats importants qu'ils puissent exhiber à leur banque en vue de la déterminer à leur avancer les sommes nécessaires à l'exécution de ces contrats ; enfin leur mouvement d'opérations n'est pas assez ample et régulier pour fournir par lui-même une garantie au crédit.

Aussi nul n'ignore que la circulation fictive et les effets de complaisance sont la lèpre du petit commerce et de la petite industrie. Une autre conséquence de cette même situation est que l'on voit autour de certains comptoirs d'escompte de la Banque Nationale s'établir de petites banques ou des intermédiaires à l'escompte qui, en fournissant leur signature, permettent le recours au crédit de la Banque, mais dont l'intervention aggrave singulièrement le coût de ce crédit.

Enfin, tandis que le grand magasin vend strictement au comptant des marchandises qui lui sont fournies en gros à nonante jours de telle sorte qu'il a souvent encaissé le prix de revente avant d'avoir payé le prix d'achat, le détaillant doit faire à ses clients, souvent opulents, de longs crédits et s'expose, en cas d'action judiciaire, à tous les frais et lenteurs d'une procédure trop coûteuse pour les petits litiges.

Ce qu'il faut en tout premier lieu, c'est de constituer de nouvelles bases pour le crédit professionnel, ce qu'il faut, en second lieu, c'est de remédier aux abus dont le petit commerce souffre dans ses rapports avec sa clientèle.

Tel est l'objet de la proposition présente et elle y tend par divers moyens.

L'intérêt qu'elle mérite est d'autant plus grand que la petite industrie et le petit commerce sont très loin de vouloir ou de devoir disparaître. Les statistiques montrent que tout en souffrant des lacunes de notre législation et de l'absence d'un bon crédit, le nombre des petites entreprises ne tend pas à décroître.

§ 1. LE GAGE DU FONDS DE COMMERCE.

En premier lieu, la proposition établit le gage du fonds de commerce.

Le fonds de commerce est l'ensemble de l'organisation commerciale ou industrielle. Il comprend la clientèle, l'enseigne, les contrats avec les employés et avec les ouvriers, les marques de fabrique, le droit au bail,

l'outillage, etc. La loi nouvelle permettrait de comprendre dans le gage les marchandises en stock à concurrence de 50 p. c. de leur valeur.

Pareil gage permet de tirer parti, en vue du crédit, du seul avoir que le petit négociant ou le petit industriel possède, sans qu'il doive s'en dessaisir. Le gage ordinaire, par remise manuelle de ses marchandises ou de son outillage entre les mains d'un tiers ou du créancier, ne peut lui être d'aucune utilité car en le constituant il se trouve privé des moyens indispensables à l'exercice de sa profession. En vain a-t-on essayé à diverses reprises de remédier, par des subterfuges, à cette lacune de nos lois; les tribunaux ont toujours annulé les nantissements opérés sans dessaisissement. Mais ces tentatives mêmes montrent la nécessité urgente de mesures de réforme.

Du moment où le gage peut se constituer sans dessaisissement, il est indispensable qu'il soit rendu public par l'inscription qui en sera faite dans un registre spécial tenu à cette fin par le conservateur des hypothèques. Les formalités de cette inscription sont déterminées par la loi; elles sont simples et peu coûteuses.

Mais il ne suffit pas de cette garantie. Il faut en outre empêcher que les créiteurs de mauvais aloi, usuriers et autres, le vendeur à termes différés et échelonnés, et en général les prêteurs dont le concours est peu désirable, puissent se servir dans un but d'exploitation du moyen de crédit ainsi créé. C'est dans ce but que seuls les banques et les établissements de crédit agréés par le Gouvernement pourront bénéficier de pareil gage. Ils auront à se soumettre aux conditions que le Gouvernement déterminera pour ce genre d'opérations.

La procédure de réalisation est réglée d'une façon expéditive et pratique.

Nous ajoutons qu'elle pourrait être complétée en permettant, moyennant une clause de voie parée, la nomination d'un administrateur provisoire du fonds de commerce dès le début de la procédure.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir combien ce nouveau mode de crédit pourrait améliorer la situation des petits industriels et des petits commerçants. En même temps la réforme donnerait aux prêteurs des garanties sérieuses, ce qui, en diminuant les risques de l'opération, permettrait aussi de réduire le taux de l'intérêt.

§ 2. DE L'ESCOMPTE ET DU NANTISSEMENT DE LA FACTURE.

En dehors du fonds de commerce, le petit commerçant ou le petit industriel, s'il ne possède pas de traites, a des factures, mais, dans la pratique, elles ne lui sont payées qu'à la fin de l'année et généralement au delà. Dans l'intervalle tout ce capital est indisponible. Pour le mobiliser, nous proposons de permettre l'endossement de ces factures à titre de cession ou de nantissement au profit des banques ou établissement de crédit agréés par le Gouvernement, ainsi qu'au profit des fournisseurs du commerçant ou de l'industriel créancier. Le petit commerçant trouverait là des facilités de crédit semblables à celles que le grand négociant obtient en faisant traite sur son acheteur.

Par une simple lettre adressée au débiteur, le concessionnaire par voie d'endossement obtiendra de son côté l'assurance que le paiement ne pourra être fait qu'entre ses mains. Celui qui, au mépris de l'endossement ainsi librement consenti, opérera l'encaissement, sera passible des mêmes peines, que celui qui, indûment, recourt à la création d'un chèque (loi du 20 juin 1873).

§ 3. MESURES CONTRE LES ABUS DONT LE PETIT COMMERCE ET LA PETITE INDUSTRIE SOUFFRENT DE LA PART DE LEURS CLIENTS.

1. Parmi les abus dont souffrent le petit commerce et la petite industrie, on signale, à juste titre, les réclamations et les contestations surgissant tardivement, longtemps après la livraison.

Si entre commerçants, la simple réception vaut agrément, il s'en faut de beaucoup que la jurisprudence montre la même rigueur à l'égard des non-commerçants et il est légitime qu'un certain délai leur soit laissé. Si cependant un client a reçu un produit ouvré ou une marchandise et l'a gardé pendant un délai raisonnable, fixé dans la proposition de loi à un mois, sans présenter d'observations par écrit ou sans réclamer d'expertise, il est légitime que la fourniture soit considérée comme conforme aux conventions.

S'il y a lieu à expertise, elle devra pouvoir se faire sans procédure par simple requête, les parties étant convoquées par lettre.

Cette procédure simplifiée est déjà appliquée dans la loi sur le contrat de transport et dans la nouvelle loi maritime. Elle donne les meilleurs résultats.

2. Le petit commerce et la petite industrie se plaignent également à bon droit des frais de justice. Aussi la proposition de loi organise-t-elle pour le recouvrement des factures une procédure simplifiée. Sur simple requête, pour les factures ne dépassant 500 francs, on pourra désormais obtenir du Président du Tribunal de commerce une cédule ordonnant de comparaître à une date fixée, soit devant le président, soit devant l'un des juges qu'il désigne. Le requérant doit déposer au greffe sa facture en double. Par les soins du greffe, copie de la cédule et de la facture est envoyée au débiteur avec indication du jour et de l'heure auxquels ils aura à comparaître. A cette date, le président ou le juge commis statuera sur la demande et le dispositif de l'ordonnance sera transmis, de nouveau par les soins du greffe, au débiteur par simple lettre recommandée, avec avis que le débiteur peut prendre connaissance de la décision au greffe et qu'il peut interjeter appel devant le Tribunal de commerce par déclaration faite au greffe dans un délai de huit jours. Cette procédure, très simple, présente cependant toutes garanties.

La compétence spéciale accordée ainsi au Président du Tribunal de commerce nous paraît préférable à celle du juge de paix. Elle assurerait de

l'unité dans la jurisprudence en matière de livraisons sur facture. Les greffes des tribunaux de commerce sont au surplus, mieux organisés. Nous n'attachons d'ailleurs pas une importance essentielle à cette question de compétence.

3. La proposition déposée par nous en 1911 contenait également des dispositions au sujet des intérêts moratoires, à payer sur les factures en souffrance.

La matière a depuis été réglée législativement ; cette partie du projet n'est donc pas reproduite.

L'ensemble de mesures groupées dans ce projet nous paraissent éminemment pratiques et simples et de nature, pensons-nous, à apporter à la petite bourgeoisie industrielle et commerçante un véritable soulagement dans la crise qu'elle traverse.

LOUIS FRANCK.



PROPOSITION DE LOI

sur le crédit professionnel en faveur
de la petite bourgeoisie commerçante
et industrielle.

CHAPITRE I^{er}.**DU GAGE DU FONDS DE COMMERCE.****ARTICLE PREMIER.**

Le fonds de commerce peut être
donné en gage dans les conditions
déterminées par la présente loi.

ART. 2.

Le gage comprend l'ensemble des
valeurs qui composent le fonds de
commerce et notamment la clientèle,
l'enseigne, l'organisation commer-
ciale, les marques, le droit au bail,
le mobilier de magasin et l'outil-
lage, le tout sauf stipulation con-
traire.

Il peut comprendre les marchan-
dises en stock à concurrence de
50 p. c. de leur valeur.

ART. 3.

Le gage est constitué par acte
authentique ou sous seing privé.

ART. 4.

L'acte de gage est rendu public
par l'inscription qui en est faite au
bureau de la conservation des hypo-

WETSVOORSTEL

betreffende het beroepskrediet ten bate
van de kleine burgerij in handel en
nijverheid.

EERSTE HOOFDSTUK.**VAN HET PAND DER HANDELSZAAK.****EERSTE ARTIKEL.**

De handelszaak kan, onder de bij
deze wet bepaalde omstandigheden,
in pand worden gegeven.

ART. 2.

Het pand omvat het geheel der
waarden die de handelszaak uit-
maken, met name de klandizie, het
uithangbord, de handelsinrichting,
de merken, het recht op de huur-
ceël, het mobiliair van het magazijn
en het gereedschap — dat alles
behoudens strijdig beding.

Het mag den aanwezigen voor-
raad opgeslagen waren, tot een
bedrag van 50 t. h. harer waarde,
omvatten.

ART. 3.

Het pand wordt gevestigd bij au-
tentieke of bij onderhandsche
akte.

ART. 4.

De pandakte verkrijgt openbaar-
heid door de inschrijving daarvan
ten kantore der hypotheeken, in

thèques dans un registre spécial tenu à cette fin.

Pour opérer l'inscription, le créancier présente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur une expédition de l'acte de gage si celui-ci est authentique, ou l'un des doubles s'il est sous seing privé. Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ces bordereaux contiennent :

1^o Les noms, prénoms, domicile et profession du créancier, avec éléction de domicile dans l'arrondissement du bureau ;

2^o Les noms, prénoms, domicile et profession du débiteur ;

3^o L'indication spéciale du fonds de commerce donné en gage avec mention si le gage comprend ou non le stock des marchandises ;

4^o L'indication spéciale de l'acte qui constitue le gage et la date de l'acte ;

5^o Le montant du capital et les accessoires à concurrence desquels l'inscription est requise et le terme pour lequel le gage est donné.

ART. 5.

Le conservateur fait mention sur son registre du contenu des bordereaux. Il remet au requérant l'expédition des titres et l'un des bordereaux au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription dont il indique la

een daartoe gehouden afzonderlijk register.

Tot het bewerkstelligen der inschrijving, geeft de schuldeischer, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van een derde, aan den hypotheekbewaarder een afschrift der pandakte, indien deze eene authentieke akte is, of een der exemplaren in duplo, indien het eene onderhandsche akte geldt. Hij voegt er twee op gezegeld papier geschreven borderellen bij, waarvan het eene kan worden gebracht op het afschrift van den titel. Deze borderellen behelzen :

1^o De namen, de voornamen, de woonplaats en het beroep van den schuldeischer, met keuze van woonplaats in het arrondissement waar het kantoor is gelegen ;

2^o De namen, de voornamen, de woonplaats en het beroep van den schuldenaar ;

3^o De bijzondere aanwijzing van de in pand gegeven handelszaak, met vermelding of het pand, ja dan neen, den aanwezigen voorraad opgeslagen waren bevat ;

4^o De bijzondere aanwijzing van de akte die het pand vestigt en de dagteekening der akte ;

5^o Het beloop van het kapitaal en van de bijkomende zaken tot bedrag waarvan de inschrijving wordt gevorderd en den termijn voor welken het pand is gegeven.

ART. 5.

De bewaarder vermeldt in zijn register den inhoud der borderellen. Den verzoeker overhandigt hij het afschrift der titels en één der borderellen, aan den voet waarvan hij bevestigt dat hij de inschrijving

date, le volume et le numéro d'ordre.

L'omission de l'une ou de plusieurs formalités prescrites ci-dessus n'entraînera la nullité que lorsqu'elle portera préjudice aux tiers.

ART. 6.

L'inscription peut garantir un an d'intérêts.

ART. 7.

Le gage sur fonds de commerce ne peut être consenti qu'à des banques ou établissements de crédits agréés par le Gouvernement et se soumettant pour ce genre d'opération aux conditions déterminées par l'arrêté d'agrément.

ART. 8.

Le gage est nul, relativement à la masse, lorsqu'il est consenti depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation des paiements ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque, ou au profit d'un créancier ayant connaissance du mauvais état des affaires du débiteur.

ART. 9.

L'inscription conserve le gage pendant trois ans.

ART. 10.

La clause d'interdiction de cession de bail n'est pas opposable au créan-

heest gedaan, tevens den datum, het boek en het rangnummer daarvan aanduidende.

Het weglaten van één of van meer der hierboven voorgeschreven formaliteiten brengt dan alleen de nietigheid mede, wanneer daardoor schade wordt berokkend aan derden.

ART. 6.

De inschrijving kan een jaar interesten waarborgen.

ART. 7.

Het pand op eene handelszaak kan enkel worden gegeven aan banken of kredietinrichtingen, door de Regering toegelaten en zich, voor dat soort verrichtingen, onderwerpende aan de voorwaarden vereischt door het besluit van toelating.

ART. 8.

Het pand is nietig ten aanzien van de massa, wanneer het is gegeven sedert het tijdstip, door de Rechtbank bepaald als zijnde dat der schorsing van de betalingen of binnen tien dagen, aan dit tijdstip voorafgaande, of ten voordeele van een schuldeischer wien de slechte staat der zaken van den schuldenaar bekend is.

ART. 9.

De inschrijving behoudt het pand gedurende drie jaren.

ART. 10.

Het beding van verbod tot afstand van huur kan niet worden ingeroe-

cier gagiste ou à ses ayants-droit continuant dans l'immeuble loué le même commerce et le garnissant de meubles suffisants.

ART. 11.

A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier peut, huit jours après une mise en demeure signifiée à l'emprunteur et en s'adressant par requête au président du tribunal de commerce, obtenir l'autorisation de faire vendre le gage soit publiquement, soit de gré à gré, au choix du président et par la personne qu'il désignera à cet effet.

ART. 12.

Il ne sera statué sur cette requête qu'un mois après qu'elle aura été signifiée au débiteur avec invitation de faire, dans l'intervalle, parvenir au président les observations s'il y échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée à l'emprunteur avec indication du jour, de l'heure et du lieu de la vente.

Ladite ordonnance devient définitive et en dernier ressort si, dans les dix jours de cette signification, le débiteur n'y forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de commerce.

Le délai pour interjeter appel du

pen tegen den pandhebbenden schuldeischer of tegen zijne rechtverkrijgenden die denzelfden handel in den verhuurden eigendom voortzetten en dezen genoegzaam van meubelen voorzien,

ART. 11.

Wordt de door het pand gewaarborgde schuldvordering niet betaald op den vervaldag, dan kan de schuldeischer, acht dagen na eene in-mora-stelling, aan den ontleener beteekend en mits hij zich bij verzoekschrift wendt tot den voorzitter der rechtbank van koophandel, machtiging gekomen tot het verkoopen van het pand hetzij in her openbaar, hetzij uit de hand, naar keuze van den voorzitter en door den persoon welken deze daartoe aanwijst.

ART. 12.

Op dit verzoekschrift wordt eerst uitspraak gedaan ééne maand nadat het werd beteekend aan den schuldenaar, met uitnoodiging intusschen-tijd opmerkingen te doen geworden aan den voorzitter, indien er grond voor is.

Het aldus verkregen bevel is dan alleen uitvoerbaar, wanneer het werd beteekend aan den ontleener met aanwijzing van den dag, het uur en de plaats der verkooping.

Dit bevel wordt een eindbevel en is niet vatbaar voor hooger beroep, indien, binnen tien dagen na deze beteekening, de schuldenaar daar-teen in verzet niet komt, met dagvaarding voor de rechtbank van koophandel.

Men heeft acht dagen om hooger

jugement rendu sur cette opposition sera de huit jours.

CHAPITRE II.

DE L'ESCOMPTE ET DU GAGE DE LA FACTURE.

ART. 15.

Le droit à l'encaissement du prix de vente de produits manufacturés ou de marchandises négociées en bourse et portées aux mercuriales, peut être cédé, ou donné en gage pas endossement de la facture, dûment signée par le vendeur.

ART. 14.

L'endossement n'est valable que s'il est fait au profit d'une banque ou d'un établissement de crédit agréé par le Gouvernement ou des fournisseurs du commerçant ou de l'industriel titulaire de la facture.

ART. 15.

Le débiteur qui a reçu avis de l'endossement, ne peut se libérer qu'entre les mains du cessionnaire du prix de vente ou du créancier gagiste.

ART. 16.

Celui qui, après avoir disposé du prix de vente par endossement, en opère l'encaissement, est passible des peines prévues à l'article 5 de la loi du 20 juin 1875 sur les chèques.

beroep aan te teekenen tegen het vonnis verleend op dat verzet.

HOOFDSTUK II.

VAN HET DISCONTO EN HET IN PAND GEVEN DER FACTUUR.

ART. 15.

Het recht tot incasseeren van den verkoopprijs van bewerkte stoffen of van waren, op de beurs verhandeld en genoteerd, kan in eigendom of in pand worden afgestaan door indossement van de factuur, behoorlijk onderteekend door den verkooper,

ART. 14.

Het indossement is niet geldig tenzij het is gedaan ten profijte van eene bank of van eene kredietinrichting, door de Regeering toegelaten, of van de leveranciers van den handelaar of van den nijveraar, houder der factuur.

ART. 15.

De schuldenaar, die kennis heeft gekregen van het indossement, kan enkel betalen in handen van hem aan wien de verkoopprijs werd afgestaan, of in die van den pandhebbers schuldeischer.

ART. 16.

Hij die, na bij indossement te hebben beschikt over den verkoopprijs, dezen ontvangt, is strafbaar met de straffen voorzien bij artikel 5 der wet van 20 Juni 1875 op de checks.

ART. 17.

La peine ne sera pas appliquée si le créancier a, avant toutes poursuites, versé la somme encaissée au porteur de la facture.

CHAPITRE III.

DE L'EXPERTISE.

ART. 18.

Les marchandises et produits ouvrés livrés par les détaillants et les industriels fournissant directement à la consommation, sont censés agréés si, dans un délai d'un mois à partir de la livraison il n'a été ni présenté d'observations par écrit ni réclamé d'expertise.

Le délai est interrompu s'il est procédé à des réfections ou à des réparations, mais recommence à courir après que ces réparations ou réfections ont été faites.

ART. 19.

L'expertise peut être requise sur simple requête adressée au président du tribunal de commerce. L'ordonnance sera exécutoire sur minute. Elle est communiquée en copie par lettre recommandée à l'autre partie, avec indication des jour, lieu et heure de l'expertise.

ART. 17.

Dé straf wordt niet toegepast indien de schuldeischer, vóór alle rechtsvervolging, de geëncasseerde som heeft gestort in handen van den houder der factuur.

HOOFDSTUK III.

VAN DE SCHATTING DOOR DESKUNDIGEN.

ART. 18.

De waren en bewerkte voortbrengselen, geleverd door de kleinhandelaars en de nijveraars die rechtstreeks voor het verbruik leveren, worden geacht te zijn aangenomen indien, binnen een termijn van ééne maand te rekenen van de levering, er geene schriftelijke opmerkingen werden ingebracht of indien geen onderzoek door deskundigen werd gevraagd.

Te termijn is onderbroken, indien er wordt overgegaan tot verbeteringen of herstellingen, doch hij begint opnieuw te loopen nadat deze verbeteringen of herstellingen zijn gedaan.

ART. 19.

Het onderzoek door deskundigen kan worden aangevraagd bij eenvoudig verzoekschrift, tot den voorzitter der rechtbank van koophandel gericht. Het bevel is uitvoerbaar op de minuut. Eene kopie daarvan wordt, bij aangeteekenden brief, medegedeeld aan de andere partij, met aanwijzing van den dag, van de plaats en van het uur der schatting.

ART. 20.

L'opposition est portée devant le président, qui fera convoquer les parties par simple lettre.

CHAPITRE IV.

RECouvreMENT DES FACTURES.

ART. 21.

Les détaillants et industriels, fournissant directement à la consommation et sans stipulation de paiements échelonnés, peuvent, pour les factures ne dépassant pas 500 francs, obtenir du président du tribunal de commerce une cédule ordonnant au débiteur de comparaître à une date fixée devant le président ou devant le juge qu'il désignera.

ART. 22.

Le requérant doit déposer au greffe sa facture en double. Par les soins du greffe, copie de la cédule et de la facture est envoyée par lettre recommandée au débiteur avec indication du jour où celui-ci aura à comparaître.

ART. 23.

Le dispositif de l'ordonnance statuant sur la demande est transmise par le greffe sous pli recommandé au débiteur avec avis qu'il peut prendre connaissance de l'ordonnance au greffe et qu'il a le droit d'interjeter appel devant le tribunal de commerce par déclaration

ART. 20.

Het verzet wordt gebracht voor den voorzitter; deze doet partijen oproepen bij eenvoudigen brief.

HOOFDSTUK IV.

INVORDERING DER FACTUREN.

ART. 21.

De kleinhandelaars en de nijveraars, rechtstreeks leverende voor het verbruik en zonder bepaling van over zekeren tijd verdeelde betalingen, kunnen, voor de facturen die 500 frank niet te boven gaan, van den voorzitter der rechtbank van koophandel eene cedel bekomen, den schuldenaar bevelende dat hij op een bepaalden datum moet verschijnen voor den voorzitter of voor den rechter welken hij aanwijst.

ART. 22.

De verzoeker moet zijne factuur ter griffie neerleggen, in duplo. Door de zorgen van de griffie wordt eene kopie van de cedel en van de factuur, bij aangeteekenden brief, gezonden aan den schuldenaar, met aanwijzing van den dag waarop deze moet verschijnen.

ART. 23.

Het beschikkend gedeelte van het bevel, uitspraak doende over het verzoek, wordt, bij aangeteekenden brief, door de griffie gezonden aan den schuldenaar, met bericht dat hij inzage van het bevel kan nemen ter griffie en dat hij het recht heeft in beroep te komen voor de recht-

faite audit greffe dans un délai de huit jours.

ART. 24.

Les déclarations d'appel sont inscrites dans un registre spécial signé par le greffier ou le commis-greffier et le requérant ou son mandataire. Indication de la date à laquelle la cause sera appelée est mentionnée dans la déclaration d'appel par le greffier ou commis-greffier. Avis en est donné par lettre à l'autre partie. Il est statué par le tribunal sans remise et il est donné connaissance de sa décision à l'intimé dans les formes prévues à l'article 23.

ART. 25.

L'exécution forcée peut être requise sur une expédition du dispositif de l'ordonnance ou du jugement rendu sur l'appel.

Tous les droits et salaires dus à raison des procédures prévues à la présente loi sont réduits de moitié.

bank van koophandel, bij verklaring ter griffie gedaan binnen een termijn van acht dagen.

ART. 24.

De verklaringen tot instelling van hooger beroep worden ingeschreven in een bijzonder register, ondertekend door den griffier of den commies-griffier en den verzoeker of zijn lasthebber. De datum, waarop de zaak zal dienen, wordt in de verklaring tot instelling van beroep door den griffier of den commies-griffier vermeld. Daarvan wordt, bij brief, bericht gegeven aan de andere partij. Door de rechtbank wordt, zonder uitstel, uitspraak gedaan en van hare beslissing wordt den gedaagde in hooger beroep kennis gegeven, met inachtneming van de vormen voorzien bij artikel 23.

ART. 25.

Dwanguitvoering kan krachtens expeditie van het beschikkend gedeelte van het bevel of van het in beroep gewezen vonnis geschieden.

Alle rechten en salarissen wegens de bij deze wet voorziene rechtspleging worden met de helft verminderd.

LOUIS FRANCK,
A. MECHELYNCK,
G. MASSON.
Maurice LEMONNIER,
Alfred MONVILLE,
Edouard PECHER

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 DECEMBER 1913.

Wetsvoorstel betreffende het beroepskrediet ten bate van den middenstand in handel en nijverheid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen ik, op 19 Juli 1911, een voorstel van wet op het beroepskrediet indiende — welk voorstel verviel ten gevolge van de ontbinding —, schreef ik dat, naar mijne meening, weinige vraagstukken eene zoo onmiddellijke oplossing vorderen als die waarbij de handeldrijvende en neringdoende middenstand betrokken is.

In de jongste vijf en twintig jaar maakten de grootkapitalistische ondernemingen, eenerzijds, de toeneming van de handelsvennootschappen en van de samenwerkende maatschappijen, anderzijds, de economische toestanden voor kleinhandel en kleinnijverheid moeilijker; in ons land werd echter noch op het gebied der vakopleiding, noch op wetgevend of economisch gebied iets verricht om ze degelijk ter zijde te staan.

Onder de problemas, die hiermede in verband staan, moet men eerst en vooral denken aan het krediet. Wel heeft men er zich op toegelegd, bankinrichtingen tot stand te brengen, bijzonder toegerust om voorschotten te doen aan kleinhandelaars en kleinnijveraars. Met dat doel werden verscheidene voorstellen gedaan. Zonder dezer nut te ontkennen, schijnt het ons echter toe, dat niet minder spoedeischend is het verbeteren, het hervormen en, zelfs gedeeltelijk, het herscheppen der kredietgrondslagen welke kleinnijverheid en kleinhandel aan de bankinstellingen, die men te hunnen bate wil oprichten of uitbreiden, kunnen bieden.

Het handelskrediet bestaat bijzonder in het voorschieten, door den bankier aan nijveraar of koopman, van de kapitalen noodig tot de loopende zaken waarvan de regeling op termijn geschiedt, hetzij uit hoofde van den tijd vereischt voor de uitvoering der contracten, hetzij uit hoofde van den tijd verleend voor de betaling van den prijs; wissels, eenerzijds, en opening van krediet, anderzijds, zijn de gewone vormen van zulk krediet. In het eene geval, overhandigt de bankier onmiddellijk aan den nijveraar of aan

den handelaar het bedrag dat koper of schuldenaar hun slechts op termijn zullen betalen; in het andere geval, doet hij voorschotten, hetzij uit hoofde van bepaalde, nog niet geheel uitgevoerde overeenkomsten (belofte van betaling tegen levering of tegen documenten), hetzij uit hoofde van het vertrouwen dat hij heeft in de gezamenlijke ondernemingen van een handels-huis en de waarborgen en voordeelen welke hij vindt in getal en regelmatigheid van gedurig zich herhalende zaken waarvan de financiële dienst hem wordt toevertrouwd.

Welnu, wat aan den middenstand ontbreekt, zijn juist zulke grondslagen van krediet. Zoo lang men er niet zal toekomen deze leemte aan te vullen door het oprichten van nieuwe juridische instellingen, in overeenstemming gebracht met de vereischen van den tegenwoordigen tijd, zal het van ondergeschikt nut zijn aan den industrieelen en handeldrijvenden middenstand een krediet aan te bieden, dat hij het middel niet zal hebben te gebruiken of dat slechts onder bezwarende voorwaarden zal kunnen werken.

Kleinhandelaar en neringdoende hebben geene wisselbrieven af te geven aan hunnen bankier, vermits hunne klanten de facturen niet onder den vorm van wissels betalen. Zij bezitten ook geene belangrijke contracten, die zij aan hunne bank kunnen vertoonen, ten einde deze er toe te bewegen hun de sommen, tot het uitvoeren van deze contracten vereischt, voor te schieten; de beweging hunner nijverheids- en handelsverrichtingen, eindelijk, is niet genoeg omvattend en regelmatig opdat ze op zich zelf een waarborg voor krediet kunnen daarstellen.

Ook weet eenieder hoe loodzwaar de flesschentrekkerij en de wissels in de lucht drukken op den kleinhandel en op de kleinnijverheid. Een ander gevolg van dezen zelfden toestand is, dat men, rondom sommige discontokantoren der Nationale Bank, kleine discontobanken of discontobemiddelaars ziet opslagen, die, hun handteeken gevende, aan den middenstand toelaten het krediet der Bank te benuttigen, doch door hunne tusschenkomst tevens de kosten van dat krediet merkelyk doen stijgen.

Terwijl, eindelijk, het groot magazijn alleen voor gereed geld waren verkoopt die het in 't gros en betaalbaar op 90 dagen heeft gekocht, zoodat het dikwijls den prijs van den verkoop uit de tweede hand heeft geïncasseerd, alvorens zelf den koopprijs te hebben betaald, moet de kleinhandelaar aan zijne dikwijls zeer bemiddelde klanten een lang krediet geven en, ingeval van rechtsvordering, al de kosten eener langdurige rechtspleging op zich nemen, welke rechtspleging te kostbaar is voor geschillen van gering bedrag.

In de eerste plaats, behoort de grondslag van het beroepskrediet heringericht te worden; in de tweede plaats, is het noodig de misbruiken, waardoor de kleinhandel in zijne betrekkingen met zijne klandizie benadeeld wordt, uit den weg te ruimen.

Dat is het doel welk dit wetsvoorstel door verschillende middelen tracht te bereiken.

Het levert des te meer belang op, daar de kleinnijverheid en de kleinhandel hoegenaamd niet geneigd blijken te verdwijnen. Uit de statistiek

blijkt, dat het aantal kleine ondernemingen niet afneemt, ofschoon de leemten onzer wetgeving en het gebrek aan een goed krediet haar na-deelig zijn.

§ 1. — HET PAND DER HANDELSZAAK.

In de eerste plaats wordt het pand der handelszaak ingesteld.

De handelszaak is het geheel der handels- of nijverheidsinrichting. Het omvat de klandizie, het uithangbord, de overeenkomsten met de bedienden en met de werklieden, de fabriekmerken, de rechten op de huurbedel, de werktoestellen, enz. De wet veroorlooft de opgeslagen waren in het pand te begripen tot een bedrag van 50 t. h. harer waarde.

Zulk pand laat toe, ten bate van het krediet, voordeel te trekken uit het eenige vermogen dat de kleinhandelaar en de kleinnijveraar bezit, zonder dat hij het uit de hand moete geven. Het gewoon pand door afgifte, in handen van een derde of van den schuldeischer, zijner koopwaren of zijner werktoestellen, kan hem van geen nut zijn, want aldus ware hij beroofd van de middelen die hij volstrekt tot uitoefening van zijn beroep noodig heeft. Vruchteloos heeft men herhaaldelijk, door uitvluchten, getracht in de leemte welke, in deze, in onze wetten bestaat, te voorzien; de rechtbanken hebben altijd het zonder afstand van bezit gegeven onderpand nietig verklaard. Doch die pogingen zelf bewijzen hoe dringend noodzakelijk een maatregel van hervorming is.

Van stonden aan, dat het pand zonder bezitsafstand is gevestigd, wordt het volstrekt noodzakelijk daaraan openbaarheid te geven door de inschrijving ervan in een bijzonder boek, te dien einde door den hypotheekbewaarder gehouden. De tot deze inschrijving vereischte formaliteiten worden door de wet bepaald; ze zijn eenvoudig en weinig kostend.

Doch deze waarborg is niet voldoende. Daarenboven behoort men te beletten, dat kredietgevers van niet rechtschapen wandel, woekeraars en anderen, dat verkoopers op termijn en afkorting en, over 't algemeen, geldleeners wier medewerking weinig wenschelijk is, van het aldus tot stand gebrachte kredietmiddel uit winstbejag zouden kunnen misbruik maken. 't Is met dat doel dat alleen banken en kredietinrichtingen, door de Regeering toegelaten, dergelijk pand zullen kunnen aanvaarden: ze zullen zich aan de voorwaarden, door de Regeering voor dat soort van verrichtingen bepaald, moeten onderwerpen.

De rechtspleging, voor het te gelde maken van het verpande, is op snelle en practische wijze ingericht. Wij voegen er bij, dat men ze zou kunnen aanvullen door toe te laten, onder beding van dadelijke uitwinning, dat een voorloopige beheerder van de handelszaak bij den aanvang der rechtspleging benoemd worde.

't Is niet noodig te doen uit-eijnen hoezeer dat nieuw stelsel van krediet den toestand, waarin de kleinnijveraars en de kleinhandelaars verkeerden, zou kunnen verbeteren, terzelfder tijd als het aan de leeners ernstige waarborgen zou kunnen geven, wat, door het risico der leening te verminderen, ook zou toelaten het bedrag van den interest lager te stellen.

§ 2. — VAN HET DISCONTO EN VAN HET IN PAND GEVEN DER FACTUUR.

Benevens zijne handelszaak, bezit de kleinhandelaar of de kleinnijveraar, indien hij geene wissels heeft, toch facturen. Maar in de praktijk worden deze hem slechts op het einde des jaars en, over 't algemeen, nog later betaald. Intusschen blijft al dit kapitaal werkeloos. Om het beschikbaar te stellen, laten wij het indossement van deze facturen, als afstand of pand, toe ten voordeele van de banken of kredietinrichtingen, door de Regeering gemachtigd, alsmede ten voordeele van de leveranciers van den handelaar of van den nijveraar. De kleinhandelaar zou bij dezen maatregel gelijksoortig gemak van krediet vinden als de groothandelaar geniet met op zijne koopers wissels te trekken.

Bij eenvoudigen brief, tot den schuldenaar gericht, bekomt de drager van het indossement zijnerzijds de verzekering dat de betaling slechts in zijne handen zal mogen gedaan worden. Hij, die, niettegenstaande het door hem toegestane indossement, zelf het bedrag zijner factuur incasseert, wordt met dezelfde straffen gestraft als degene die op ongeoorloofde wijze eene check trekt. (Wet van 20 Juni 1873.)

§ 3. — MAATREGELEN TEGEN DE MISBRUIKEN WAARVAN KLEIN- HANDEL EN KLEINNIJVERHEID HET SLACHTOFFER ZIJN VAN- WEGE HUNNE KLANTEN.

1. Onder de misbruiken, die zwaar op den kleinhandel en de kleinnijverheid wegen, werd terecht gewezen op de klachten en betwistingen welke zich laatstelijk, lang na de levering, voordoen.

Zoo, onder kooplieden, het eenvoudig in ontvangst nemen geldt als aanvaarding van het geleverde, is de rechtspraak op verre na niet zoo streng ten opzichte van de niet-handelaars; zeker is het billijk dat hun zekere termijn worde verleend. Heeft echter een klant een fabrikaat of eene koopwaar ontvangen en deze gedurende een redelijken tijd — ééne maand volgens het wetsontwerp — onder zich gehouden zonder schriftelijke opmerkingen te maken of zonder een onderzoek door deskundigen te vragen, zoo is het billijk dat de levering gelde als aan de overeenkomsten beantwoordende.

Moet er worden overgegaan tot een onderzoek door deskundigen, dan moet dit kunnen geschieden bij eenvoudig verzoekschrift, en met oproeping der partijen bij brief.

Deze vereenvoudigde rechtspleging wordt reeds bij de wet op het vervoercontract, alsmede bij de nieuwe wet op de zeevaart toegepast en leidt tot de beste uitsagen.

2. Kleinhandel en kleinnijverheid klagen insgelijks, en met reden, over te hooge gerechtskosten. Daarom stelt ons voorstel eene vereenvoudigde rechtspleging in voor het invorderen van facturen. Voortaan zal men, op

eenvoudig verzoekschrift, voor facturen die 500 frank niet te boven gaan, van den voorzitter der Rechtbank van Koophandel eene cedel kunnen bekomen waarbij wordt bevolen te verschijnen op een bepaalden datum, hetzij vóór den voorzitter, hetzij vóór een der rechters dien de voorzitter aanwijst. De verzoeker moet zijne factuur ter griffie neerleggen, in dubbel. Door de zorgen van de griffie wordt een afschrift van de cedel en van de factuur gezonden aan den schuldenaar, met aanwijzing van den dag en van het uur waarop hij moet verschijnen. Op dezen datum doet de voorzitter of de aangestelde rechter uitspraak over het verzoekschrift; het beschikkend gedeelte van het bevelschrift wordt, nogmaals door de zorgen van de griffie, aan den schuldenaar gestuurd, bij aangeteekenden brief, met bericht dat de schuldenaar ter griffie inzage van de beschikking zelve kan nemen en dat hij in hooger beroep voor de Rechtbank van Koophandel kan komen, bij verklaring ter griffie gedaan binnen een termijn van acht dagen. Deze rechtspleging, alhoewel zeer eenvoudig, geeft nochtans alle waarborgen.

De aldus aan den voorzitter der Rechtbank van Koophandel verleende bijzondere bevoegdheid schijnt ons de voorkeur te verdienen boven die van den vrederechter. In zake van levering op factuur, zou zij eenheid brengen in de rechtspraak. Overigens zijn de griffiën der Rechtbanken van Koophandel beter ingericht. Wij aanzien, ten andere, deze kwestie van bevoegdheid niet als van overheerschend belang.

3. In het voorstel, dat wij in 1911 indienden, waren opgenomen bepalingen betreffende de interesten verschuldigd wegens laattijdige betaling van de facturen. Sedert werd de zaak door eene wet geregeld; dat gedeelte van het voorstel werd dus ter zijde gelaten.

Al de maatregelen, in het voorstel opgenomen, schijnen ons hoogst practisch en eenvoudig; het komt ons voor, dat zij geschikt zijn om den industrieelen en handeldrijvende middenstand werkelijk hulp en steun te verschaffen in de op hem drukkende crisis.

Louis FRANCK.

PROPOSITION DE LOI

sur le crédit professionnel en faveur
de la petite bourgeoisie commerçante
et industrielle.

CHAPITRE I^o.**DU GAGE DU FONDS DE COMMERCE.****ARTICLE PREMIER.**

Le fonds de commerce peut être
donné en gage dans les conditions
déterminées par la présente loi.

ART. 2.

Le gage comprend l'ensemble des
valeurs qui composent le fonds de
commerce et notamment la clientèle,
l'enseigne, l'organisation commer-
ciale, les marques, le droit au bail,
le mobilier de magasin et l'outil-
lage, le tout sauf stipulation con-
traire.

Il peut comprendre les marchan-
dises en stock à concurrence de
50 p. c. de leur valeur.

ART. 3.

Le gage est constitué par acte
authentique ou sous seing privé.

ART. 4.

L'acte de gage est rendu public
par l'inscription qui en est faite au
bureau de la conservation des hypo-

WETSVOORSTEL

betreffende het beroepskrediet ten bate
van de kleine burgerij in handel en
nijverheid.

EERSTE HOOFDSTUK.**VAN HET PAND DER HANDELSZAAK.****EERSTE ARTIKEL.**

De handelszaak kan, onder de bij
deze wet bepaalde omstandigheden,
in pand worden gegeven.

ART. 2.

Het pand omvat het geheel der
waarden die de handelszaak uit-
maken, met name de klandizie, het
uithangbord, de handelsinrichting,
de merken, het recht op de huur-
ceël, het meubilair van het magazijn
en het gereedschap — dat alles
behoudens strijdig beding.

Het mag den aanwezigen voor-
raad opgeslagen waren, tot een
bedrag van 50 t. h. harer waarde,
omvatten.

ART. 3.

Het pand wordt gevestigd bij au-
tentieke of bij onderhandsche
akte.

ART. 4.

De pandakte verkrijgt openbaar-
heid door de inschrijving daarvan
ten kantore der hypotheeken, in

thèques dans un registre spécial tenu à cette fin.

Pour opérer l'inscription, le créancier présente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur une expédition de l'acte de gage si celui-ci est authentique, ou l'un des doubles s'il est sous seing privé. Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ces bordereaux contiennent :

1° Les noms, prénoms, domicile et profession du créancier, avec élection de domicile dans l'arrondissement du bureau ;

2° Les noms, prénoms, domicile et profession du débiteur ;

3° L'indication spéciale du fonds de commerce donné en gage avec mention si le gage comprend ou non le stock des marchandises ;

4° L'indication spéciale de l'acte qui constitue le gage et la date de l'acte ;

5° Le montant du capital et les accessoires à concurrence desquels l'inscription est requise et le terme pour lequel le gage est donné.

ART. 5.

Le conservateur fait mention sur son registre du contenu des bordereaux. Il remet au requérant l'expédition des titres et l'un des bordereaux au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription dont il indique la

een daartoe gehouden afzonderlijk register.

Tot het bewerkstelligen der inschrijving, geeft de schuldeischer, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van een derde, aan den hypotheekbewaarder een afschrift der pandakte, indien deze eene authentieke akte is, of een der exemplaren in duplo, indien het eene onderhandsche akte geldt. Hij voegt er twee op gezgeld papier geschreven borderellen bij, waarvan het eene kan worden gebracht op het afschrift van den titel. Deze borderellen behelzen :

1° De namen, de voornamen, de woonplaats en het beroep van den schuldeischer, met keuze van woonplaats in het arrondissement waar het kantoor is gelegen ;

2° De namen, de voornamen, de woonplaats en het beroep van den schuldenaar ;

3° De bijzondere aanwijzing van de in pand gegeven handelszaak, met vermelding of het pand, ja dan neen, den aanwezigen voorraad opgeslagen waren bevat ;

4° De bijzondere aanwijzing van de akte die het pand vestigt en de dagtekening der akte ;

5° Het beloop van het kapitaal en van de bijkomende zaken tot bedrag waarvan de inschrijving wordt gevorderd en den termijn voor welken het pand is gegeven.

ART. 5.

De bewaarder vermeldt in zijn register den inhoud der borderellen. Den verzoeker overhandigt hij het afschrift der titels en één der borderellen, aan den voet waarvan hij bevestigt dat hij de inschrijving

date, le volume et le numéro d'ordre.

L'omission de l'une ou de plusieurs formalités prescrites ci-dessus n'entraînera la nullité que lorsqu'elle portera préjudice aux tiers.

ART. 6.

L'inscription peut garantir un an d'intérêts.

ART. 7.

Le gage sur fonds de commerce ne peut être consenti qu'à des banques ou établissements de crédits agréés par le Gouvernement et se soumettant pour ce genre d'opération aux conditions déterminées par l'arrêté d'agrément.

ART. 8.

Le gage est nul, relativement à la masse, lorsqu'il est consenti depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation des paiements ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque, ou au profit d'un créancier ayant connaissance du mauvais état des affaires du débiteur.

ART. 9.

L'inscription conserve le gage pendant trois ans.

ART. 10.

La clause d'interdiction de cession de bail n'est pas opposable au créan-

heeft gedaan, tevens den datum, het boek en het rangnummer daarvan aanduidende.

Het weglaten van één of van meer der hierboven voorgeschreven formaliteiten brengt dan alleen de nietigheid mede, wanneer daardoor schade wordt berokkend aan derden.

ART. 6.

De inschrijving kan een jaar interesten waarborgen.

ART. 7.

Het pand op een handelszaak kan enkel worden gegeven aan banken of kredietinrichtingen, door de Regering toegelaten en zich, voor dat soort verrichtingen, onderwerpende aan de voorwaarden vereischt door het besluit van toelating.

ART. 8.

Het pand is nietig ten aanzien van de massa, wanneer het is gegeven sedert het tijdstip, door de Rechtbank bepaald als zijnde dat der schorsing van de betalingen of binnen tien dagen, aan dit tijdstip voorafgaande, of ten voordeele van een schuldeischer wien de slechte staat der zaken van den schuldenaar bekend is.

ART. 9.

De inschrijving behoudt het pand gedurende drie jaren.

ART. 10.

Het beding van verbod tot afstand van huur kan niet worden ingeroe-

cier gagiste ou à ses ayants-droit continuant dans l'immeuble loué le même commerce et le garnissant de meubles suffisants.

ART. 11.

A défaut de paiement à l'échéance de la créance garantie par le gage, le créancier peut, huit jours après une mise en demeure signifiée à l'emprunteur et en s'adressant par requête au président du tribunal de commerce, obtenir l'autorisation de faire vendre le gage soit publiquement, soit de gré à gré, au choix du président et par la personne qu'il désignera à cet effet.

ART. 12.

Il ne sera statué sur cette requête qu'un mois après qu'elle aura été signifiée au débiteur avec invitation de faire, dans l'intervalle, parvenir au président les observations s'il y échet.

L'ordonnance ainsi obtenue n'est exécutoire qu'après avoir été signifiée à l'emprunteur avec indication du jour, de l'heure et du lieu de la vente.

Ladite ordonnance devient définitive et en dernier ressort si, dans les dix jours de cette signification, le débiteur n'y forme pas opposition avec assignation devant le tribunal de commerce.

Le délai pour interjeter appel du

pen tegen den pandhebbenden schuldeischer of tegen zijne rechtverkrijgenden die denzelfden handel in den verhuurden eigendom voortzetten en dezen genoegzaam van meubelen voorzien,

ART. 11.

Wordt de door het pand gewaarborgde schuldvordering niet betaald op den vervaldag, dan kan de schuldeischer, acht dagen na eene in mora-stelling, aan den ontleener beteekend en mits hij zich bij verzoekschrift wendt tot den voorzitter der rechtbank van koophandel, machtiging gekomen tot het verkoopen van het pand hetzij in her openbaar, hetzij uit de hand, naar keuze van den voorzitter en door den persoon welken deze daartoe aanwijst.

ART. 12.

Op dit verzoekschrift wordt eerst uitspraak gedaan ééne maand nadat het werd beteekend aan den schuldenaar, met uitnoodiging intusschen tijd opmerkingen te doen geworden aan den voorzitter, indien er grond voor is.

Het aldus verkregen bevel is dan alleen uitvoerbaar, wanneer het werd beteekend aan den ontleener met aanwijzing van den dag, het uur en de plaats der verkooping.

Dit bevel wordt een eindbevel en is niet vatbaar voor hooger beroep, indien, binnen tien dagen na deze beteekening, de schuldenaar daartegen in verzet niet komt, met dagvaarding voor de rechtbank van eoophandel.

Men heeft acht dagen om hooger

jugement rendu sur cette opposition sera de huit jours.

CHAPITRE II.

DE L'ESCOMPTE ET DU GAGE DE LA FACTURE.

ART. 13.

Le droit à l'encaissement du prix de vente de produits manufacturés ou de marchandises négociées en bourse et portées aux mercuriales, peut être cédé, ou donné en gage pas endossement de la facture, dûment signée par le vendeur.

ART. 14.

L'endossement n'est valable que s'il est fait au profit d'une banque ou d'un établissement de crédit agréé par le Gouvernement ou des fournisseurs du commerçant ou de l'industriel titulaire de la facture.

ART. 15.

Le débiteur qui a reçu avis de l'endossement, ne peut se libérer qu'entre les mains du cessionnaire du prix de vente ou du créancier gagiste.

ART. 16.

Celui qui, après avoir disposé du prix de vente par endossement, en opère l'encaissement, est passible des peines prévues à l'article 5 de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques.

beroop aan te teekenen tegen het vonnis verleend op dat verzet.

HOOFDSTUK II.

VAN HET DISCONTO EN HET IN-PAND GEVEN DER FACTUUR.

ART. 13.

Het recht tot incasseeren van den verkoopprijs van bewerkte stoffen of van waren, op de beurs verhandeld en genoteerd, kan in eigendom of in pand worden afgestaan door indossement van de factuur, behoorlijk onderteekend door den verkooper,

ART. 14.

Het indossement is niet geldig tenzij het is gedaan ten profijte van eene bank of van eene kredietinrichting, door de Regeering toegelaten, of van de leveranciers van den handelaar of van den nijveraar, houder der factuur.

ART. 15.

De schuldenaar, die kennis heeft gekregen van het indossement, kan enkel betalen in handen van hem aan wien de verkoopprijs werd afgestaan, of in die van den pandhebberden schuldeischer.

ART. 16.

Hij die, na bij indossement te hebben beschikt over den verkoopprijs, dezen ontvangt, is strafbaar met de straffen voorzien bij artikel 5 der wet van 20 Juni 1873 op de checks.

ART. 17.

La peine ne sera pas appliquée si le créancier a, avant toutes poursuites, versé la somme encaissée au porteur de la facture.

CHAPITRE III.

DE L'EXPERTISE.

ART. 18.

Les marchandises et produits ouvrés livrés par les détaillants et les industriels fournissant directement à la consommation, sont censés agréés si, dans un délai d'un mois à partir de la livraison il n'a été ni présenté d'observations par écrit ni réclamé d'expertise.

Le délai est interrompu s'il est procédé à des réfections ou à des réparations, mais recommence à courir après que ces réparations ou réfections ont été faites.

ART. 19.

L'expertise peut être requise sur simple requête adressée au président du tribunal de commerce. L'ordonnance sera exécutoire sur minute. Elle est communiquée en copie par lettre recommandée à l'autre partie, avec indication des jour, lieu et heure de l'expertise.

ART. 17.

De straf wordt niet toegepast indien de schuldeischer, vóór alle rechtsvervolging, de geïncasseerde som heeft gestort in handen van den houder der factuur.

HOOFDSTUK III.

VAN DE SCHATTING DOOR DESKUNDIGEN.

ART. 18.

De waren en bewerkte voortbrengselen, geleverd door de kleinhandelaars en de nijveraars die rechtstreeks voor het verbruik leveren, worden geacht te zijn aangenomen indien, binnen een termijn van ééne maand te rekenen van de levering, er geene schriftelijke opmerkingen werden ingebracht of indien geen onderzoek door deskundigen werd gevraagd.

Te termijn is onderbroken, indien er wordt overgegaan tot verbeteringen of herstellingen, doch hij begint opnieuw te loopen nadat deze verbeteringen of herstellingen zijn gedaan.

ART. 19.

Het onderzoek door deskundigen kan worden aangevraagd bij eenvoudig verzoekschrift, tot den voorzitter der rechtbank van koophandelgericht. Het bevel is uitvoerbaar op de minuut. Eene kopie daarvan wordt, bij aangeteekenden brief, medegedeeld aan de andere partij, met aanwijzing van den dag, van de plaats en van het uur der schatting.

ART. 20.

L'opposition est portée devant le président qui fera convoquer les parties par simple lettre.

CHAPITRE IV.

RECouvreMENT DES FACTURES.

ART. 21.

Les détaillants et industriels, fournissant directement à la consommation et sans stipulation de paiements échelonnés, peuvent, pour les factures ne dépassant pas 500 francs, obtenir du président du tribunal de commerce une cédule ordonnant au débiteur de comparaître à une date fixée devant le président ou devant le juge qu'il désignera.

ART. 22.

Le requérant doit déposer au greffe sa facture en double. Par les soins du greffe, copie de la cédule et de la facture est envoyée par lettre recommandée au débiteur avec indication du jour où celui-ci aura à comparaître.

ART. 23.

Le dispositif de l'ordonnance statuant sur la demande est transmise par le greffe sous pli recommandé au débiteur avec avis qu'il peut prendre connaissance de l'ordonnance au greffe et qu'il a le droit d'interjeter appel devant le tribunal de commerce par déclaration

ART. 20.

Het verzet wordt gebracht voor den voorzitter; deze doet partijen oproepen bij eenvoudigen brief.

HOOFDSTUK IV.

INVORDERING DER FACTUREN.

ART. 21.

De kleinhandelaars en de nijveraars, rechtstreeks leverende voor het verbruik en zonder bepaling van over zekeren tijd verdeelde betalingen, kunnen, voor de facturen die 500 frank niet te boven gaan, van den voorzitter der rechtbank van koophandel eene cedel bekomen, den schuldenaar bevelende dat hij op een bepaalden datum moet verschijnen voor den voorzitter of voor den rechter welken hij aanwijst.

ART. 22.

De verzoeker moet zijne factuur ter griffie neerleggen, in duplo. Door de zorgen van de griffie wordt eene kopie van de cedel en van de factuur, bij aangeteekenden brief, gezonden aan den schuldenaar, met aanwijzing van den dag waarop deze moet verschijnen.

ART. 23.

Het beschikkend gedeelte van het bevel, uitspraak doende over het verzoek, wordt, bij aangeteekenden brief, door de griffie gezonden aan den schuldenaar, met bericht dat hij inzage van het bevel kan nemen ter griffie en dat hij het recht heeft in beroep te komen voor de recht-

faite audit greffe dans un délai de huit jours.

ART. 24.

Les déclarations d'appel sont inscrites dans un registre spécial signé par le greffier ou le commis-greffier et le requérant ou son mandataire. Indication de la date à laquelle la cause sera appelée est mentionnée dans la déclaration d'appel par le greffier ou commis-greffier. Avis en est donné par lettre à l'autre partie. Il est statué par le tribunal sans remise et il est donné connaissance de sa décision à l'intimé dans les formes prévues à l'article 23.

ART. 25.

L'exécution forcée peut être requise sur une expédition du dispositif de l'ordonnance ou du jugement rendu sur l'appel.

Tous les droits et salaires dus à raison des procédures prévues à la présente loi sont réduits de moitié.

bank van koophandel, bij verklaring ter griffie gedaan binnen een termijn van acht dagen.

ART. 24.

De verklaringen tot instelling van hooger beroep worden ingeschreven in een bijzonder register, ondertekend door den griffier of den commies-griffier en den verzoeker of zijn lasthebber. De datum, waarop de zaak zal dienen, wordt in de verklaring tot instelling van beroep door den griffier of den commies-griffier vermeld. Daarvan wordt, bij brief, bericht gegeven aan de andere partij. Door de rechtbank wordt, zonder uitstel, uitspraak gedaan en van hare beslissing wordt den gedaagde in hooger beroep kennis gegeven, met inachtneming van de vormen voorzien bij artikel 23.

ART. 25.

Dwanguitvoering kan krachtens expeditie van het beschikkend gedeelte van het bevel of van het in beroep gewezen vonnis geschieden.

Alle rechten en salarissen wegens de bij deze wet voorziene rechtspleging worden met de helft verminderd.

Louis FRANCK,
A. MECHELYNCK,
G. MASSON,
Maurice LEMONNIER,
Alfred MONVILLE,
Edouard PECHER